

Groupe Front de gauche-Gauche citoyenne

Discours de politique générale

Session du Conseil Général du Puy de Dôme des 20,21 et 22 Avril 2015

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président

Cher-e-s collègues,

En préambule de ce premier discours de politique générale, nous voulons tout d'abord souhaiter la bienvenue à l'ensemble des conseillères et conseillers départementaux. Pour bon nombre d'entre nous, il s'agit de notre premier mandat dans cette collectivité ; le renouvellement des élus nous semble un bienfait pour la démocratie et un élément essentiel pour le bon exercice de notre mission.

Pour ce faire, les élus se doivent de refuser l'accaparement du pouvoir dans le temps afin que le plus grand nombre puisse accéder aux responsabilités politiques et que vive une pleine démocratie alimentée par notre diversité.

Ce nouveau mode de scrutin intégrant la parité a ouvert une porte, sous la contrainte, certes, mais c'est une évolution bénéfique sur le fond. Au-delà d'une soi-disante sensibilité différente, les femmes représentent la moitié du genre humain. Une égale représentation n'est que justice.

50% des femmes dans les conseils départementaux, c'est mieux que les 13,8% qui y siégeaient auparavant, mais faut-il rappeler que seulement 10 départements sur 101 sont présidés par des femmes, et qu'une seule femme est présidente de région ?

15 ans après la loi sur la parité, les postes à responsabilité que ce soit dans la politique ou les sphères du travail restent majoritairement réservés aux hommes.

Oui, il fallait forcer le destin en obligeant la parité par une loi. Les parlementaires en imposant la parité à l'Assemblée Nationale et au Sénat enverraient un signal fort à nos concitoyens. Nous en ferions de même en intégrant au règlement intérieur du Conseil Départemental du Puy de Dôme une co-présidence mixte des groupes politiques.

Mesdames, je souhaite que nous trouvions toutes notre juste place dans cette assemblée et que chacune d'entre nous puisse faire entendre sa voix dans sa singularité avec la ferme volonté d'être actrice à part entière de cette mandature, car les femmes sont une chance pour le renouvellement démocratique.

Ces élections départementales ont été une nouvelle occasion pour les électeurs d'envoyer un message clair au gouvernement et à toute la classe politique. Le verdict est sans appel :

-une victoire relative de la droite et du centre ;

-une quatrième défaite pour les partis de la majorité présidentielle après celles des Municipales, des Européennes et des Sénatoriales. Des départements symboles du pouvoir ont été perdus, notamment la Corrèze, chère au président Hollande et l'Essonne, terre d'élection de Manuel Valls : il faudrait que le pouvoir en place y voit un signe !

-le Front National a poursuivi son enracinement dans le pays.

- enfin, l'élément politique majeur à retenir de ces élections est l'abstention. Près d'un électeur sur deux ne s'est pas déplacé pour élire les conseillers départementaux. Parmi les votants, 8% d'entre eux, au second tour, n'ont pas souhaité choisir et ont usé de votes blancs ou nuls. Il s'agit d'un rejet inédit de notre système démocratique tel qu'il est vécu aujourd'hui : une 5^{ème} République à bout de souffle.

A l'énoncé de ces constats, remettons en cause nos certitudes et gardons nous d'être arrogants, que nous soyons dans la majorité ou dans l'opposition.

Demandons-nous quelles sont les raisons du vote des abstentionnistes et de ces nouveaux électeurs du FN, au lieu de les montrer du doigt par facilité, voire paresse intellectuelle : quelle est la mécanique qui les amène à franchir ce pas ?

Ne considèrent-ils pas ceux qui nous gouvernent comme des énarques parisiens oublieux - voire ignorants - de ce que vivent les gens dans les cités, les usines, les campagnes où disparaissent petit à petit les services publics de proximité, et qui parfois sont contraints de vivre dans des endroits fracassés où il n'y a plus rien ?

...Et toutes ces promesses non tenues : *mon ennemi c'est la finance, la renégociation du traité européen, l'abandon de ceux de Florange* ... : ces élections viennent de nous rappeler que la désespérance et le non respect de la parole engagée ont un prix.

Nous sommes certains que pour combattre l'abstention massive et le vote contestataire, il est urgent de faire **une autre politique** mais également de faire de la politique **autrement**, d'inventer de nouvelles formes d'actions et de réflexion (forum participatif, ciné discussion, assemblée citoyenne), en remettant le citoyen au cœur de nos décisions. Voilà une de nos ambitions pour ce mandat et nous la mettrons en œuvre dans nos cantons.

Pourtant, notre bonne volonté et notre engagement politique ne sauront être à la hauteur sans les moyens techniques, humains et financiers nécessaires.

Les réformes engagées depuis le début du quinquennat sont synonymes de mauvais coups pour les français et de cadeaux pour le MEDEF.

Pour quels résultats ?

Aucun emploi créé, les chiffres du chômage l'attestent.

Pourtant, avec l'ANI, le CICE, la Loi Macron à venir, les salariés ont fait, font et feront des sacrifices énormes. Un exemple local illustre l'impasse dans laquelle nous sommes engagés.

En 2014, l'entreprise Aubert et Duval bénéficie de 1,2 millions d'euros au nom du CICE ; dans le même temps, cette entreprise licencie plus de 80 personnes et le même nombre de départs est prévu pour 2015. Des dizaines de mesures de protection pour les salariés ont disparu et permis au patronat de licencier et de fermer des sites de productions français. Nous pensons également aux salariés d'ELBA à La Monnerie-le-Montel et d'Oberthur à Puy-Guillaume.

Nous le répétons depuis 3 ans : l'austérité aggrave et prolonge la crise sociale et crée les conditions d'une crise économique.

En réduisant la dépense publique, les déficits publics ne baissent pas. Pire, ils continuent leur progression car les rentrées fiscales n'atteignent pas les objectifs fixés et génèrent un nouveau déficit plus important, déficit qui entraîne ensuite de nouvelles coupes budgétaires.

Le cercle vicieux et contre-productif imposé par la baisse des dépenses publiques : baisse des investissements, baisses d'activité pour les entreprises, baisse des recettes fiscales conjuguée à la hausse du chômage aboutit entre autres à l'augmentation des allocations de solidarité.

Nous avons bien compris que le gouvernement s'attache à répondre aux attentes des grands financiers plutôt que de prendre la hauteur d'esprit nécessaire à une réflexion globale qui conduirait à une réelle politique de gauche.

Une politique d'investissements publics massifs permettrait de relancer l'activité et la création d'emplois, et ainsi d'augmenter les ressources fiscales.

Au contraire, en cette période marquée par les inégalités et la précarité croissantes au nom d'un « Programme de stabilité budgétaire » qui augmente les prélèvements sur les citoyennes et citoyens tout en restreignant les budgets des collectivités territoriales, ceux, parmi nous qui ont du boucler le budget municipal ces jours-ci ne le savent que trop bien, l'Etat entraîne les collectivités locales dans le cercle vicieux de l'austérité.

Le conseil départemental du Puy de Dôme doit faire face à une réduction de sa dotation globale de fonctionnement de pratiquement 10 millions d'euros. Le projet de budget primitif a le mérite d'annoncer la couleur. Dans sa conclusion page 49, il est écrit « *Faute de choix courageux et responsables qui s'imposeront non seulement à nos actions mais aussi à nos partenaires, lesquels ne peuvent pas être exemptés de participer également à la maîtrise des comptes publics, l'équilibre de notre budget au sens du code général des collectivités territoriales pourrait être rapidement menacé. Cela n'est bien évidemment pas envisageable.* »

Quels partenaires seront mis à contribution ?

Pour quels montants ?

Existe-t-il aujourd'hui des trésors cachés dans des associations ou organismes que nous finançons ?

Nous ne le pensons pas. En réalité, nous allons assister à la baisse de la qualité et à la dévalorisation du service rendu aux bénéficiaires et en conséquence au développement de mauvaises pratiques.

Ce contexte particulier doit nous obliger à travailler davantage avec nos partenaires en favorisant avant tout l'échange, dans un climat d'écoute et de confiance réciproques.

Alors que notre pays et ce monde n'ont jamais créé autant de richesses, elles n'ont jamais été aussi mal réparties. Leur accaparement par une minorité ne peut perdurer, les chiffres sont indécents : 1 % de la population mondiale qui détient 50 % des richesses, 108 milliardaires de plus en 2014, 650 milliards supplémentaires pour ces milliardaires :

Qui croit encore à la soi-disante crise économique ? Une crise, oui mais pas pour tous !!

Nous sommes à un moment où le capitalisme a réussi à s'organiser pour ne plus verser sa part au bien public. Fraudes et évactions fiscales se comptant en milliards d'euros, il n'y a plus d'argent dans les caisses et l'état social a de plus en plus de mal à fonctionner.

La pente dans laquelle nos gouvernants nationaux nous engagent est dangereuse pour les puydômoises et puydômois. Notre département et notre pays ne sortiront pas indemnes de cette période.

Ceux qui ne se rebelleront pas aujourd'hui contre ces diktats ne pourront plus demain se plaindre de leurs conséquences : c'est aujourd'hui qu'il faut faire connaître notre refus de ces politiques mortifères qui ont pour conséquence directe pour les départements de faire exploser les dépenses sociales obligatoires : RSA, APA, PCH.

Puisque l'état se désengage de plus en plus et manque à son obligation de compenser certaines charges, **ne faut-il pas**, comme l'a fait en avril 2010 – **et pour les mêmes motifs** - l'ancien Président du Conseil Général de Seine-Saint-Denis et actuel Président de L'Assemblée Nationale, Claude BARTOLONE, **avoir le courage politique** - même si la loi nous l'interdit - **de voter le budget en déséquilibre ?**

Je vous remercie.